

**GREPACEC**



**CARSOC**

*[www.changecongo.org](http://www.changecongo.org)*

**PROGRAMME « ELECTIONS R.D. CONGO - 2023 » DE LA  
SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE**

*Organiser l'action civile pour transformer le champ politique.*

**PROMOUVOIR UNE NOUVELLE CLASSE  
POLITIQUE ET UNE SOCIÉTÉ CIVILE  
CRÉDIBLE**

*Notes d'Information*

**= Septembre 2022 =**

# GREPACEC

**Groupe de Recherches sur la  
Paix et la Construction de  
l'État en R.D. Congo**

**Canada**

Le GREPACEC est une organisation sans but lucratif créée par quatre universitaires (Ph.D.) congolais basés au Canada et aux USA, qui se sont associés à d'autres compatriotes. Ses membres résident dans différents pays à travers le monde. Le GREPACEC est enregistré et a son siège est au Canada

# CARSOC

**Centre d'Appui au  
Renforcement de la Société  
Civile et la Bonne  
Gouvernance en R.D. Congo**

**R.D. Congo**

Le CARSOC est une organisation non-gouvernementale créée par quelques universitaires et personnalités en RDC dont les recherches ou les actions portent sur la promotion du rôle de la société civile dans la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance. Il est enregistré et a son siège est en RDC.

## **PROGRAMME « ELECTIONS R.D. CONGO - 2023 » DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE**

**Contacts :**

**Dr. Ndungo V.K., Ph.D.**

**Coordonnateur  
+1 514 970 8392**

[grepacec@gmail.com](mailto:grepacec@gmail.com)  
[dr.ndungo.vk@gmail.com](mailto:dr.ndungo.vk@gmail.com)

**Billy Mwangaza**

**Directeur Technique  
Porte-Parole**

**+243 843 135 085  
[carsocasbl@yahoo.com](mailto:carsocasbl@yahoo.com)**

## Avant-Propos

Le programme « Élections R.D. Congo – 2023 » de la société civile congolaise se trouve dans sa phase de lancement depuis mi-juin 2022. Des efforts ont été focalisés d’abord à lancer le programme en République Démocratique du Congo où des équipes poursuivent leur implantation après les trois équipes déjà opérationnelles à Kinshasa, Goma et Bukavu. Ces équipes ont recruté à ce jour 497 bénévoles pour intervenir sur le terrain dans le cadre des deux projets du programme : le Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique en R.D. Congo (MCCP) et le Mouvement pour la Reconstruction de la Société Civile en R.D. Congo (MRSC).

Le site internet du programme ([www.changecongo.org](http://www.changecongo.org)) reprend diverses autres activités réalisées durant cette courte période. D’autres détails sur le programme y sont également présentés.

Ces notes d’informations sur le programme constituent un document de prise de contact avec des partenaires potentiels susceptibles de contribuer à sa réalisation. Elles présentent, d’un côté, le contexte de création du programme et, de l’autre côté, les objectifs et leurs justifications. Le dépliant du programme attaché à ce document décrit les activités associées à chacun de ses deux projets (MCCP et MRSC).



## I. CONTEXTE

1. La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays sous-continent d'Afrique centrale et un scandale géologique en termes de ressources naturelles de toutes sortes. D'une superficie d'environ 2.450.000 Km<sup>2</sup> et une population avoisinant les 100 millions d'habitants, c'est néanmoins un pays dont le budget national oscille autour de 10 milliards \$US annuellement.
2. La RDC est un pays dont la population vit dans un État en faillite, croupissant dans une misère indescriptible; à la merci d'une classe politique majoritairement médiocre, en quête permanente de l'opulence et de la conservation sans mérite des pouvoirs politiques pour garantir l'enrichissement personnel. Les agissements inconséquents et inconsistants de cette classe politique dirigeante rejaillissent négativement sur toute la nation, en fragilisant l'État et le rendant une proie facile aux appétits des nations voisines sur le continent africain et celles d'ailleurs. D'où la persistance des guerres et de l'insécurité à travers le pays depuis au moins un quart de siècle.
3. Cette quête de la conservation sans mérite des pouvoirs politiques explique pourquoi c'est seulement en décembre 2018, deux années après la fin du deuxième et dernier mandat constitutionnel du Président Joseph Kabila, que son régime organise finalement des élections présidentielles et législatives (nationales et provinciales), sous fortes pressions nationales et internationales.
4. Dans l'optique de conserver le contrôle du pouvoir même après ces élections, le régime de Joseph Kabila, après l'échec de son dauphin, se décida de détourner la victoire aux présidentielles de Mr. Martin Fayulu pour l'attribuer à Mr. Félix Tshisekedi, avec qui il avait passé un accord secret à cet effet. En parallèle, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), contrôlée entièrement par le camp au pouvoir, attribua au camp de Kabila une majorité parlementaire artificielle en proclamant victorieux ses alliés aux législatives nationales et provinciales, parfois sans avoir dépouillé les votes comme plusieurs rapports crédibles l'ont attesté.
5. La logique du régime de Kabila était alors de laisser Félix Tshisekedi occuper la présidence de la République qui, en cas de cohabitation au sein du pouvoir exécutif (présidence et gouvernement occupés chacun par des partis opposés), dispose selon la constitution des pouvoirs très limités en matières exécutives au niveau national, ces derniers relevant du gouvernement issu de la majorité parlementaire. Ainsi, à travers le contrôle du gouvernement national et des gouvernements provinciaux, le régime de Kabila continuerait à dominer la scène politique congolaise.

6. Après quelques hésitations de départ, une grande partie de la nation congolaise et de la communauté internationale se résignèrent à accepter cet arrangement politique que le Ministre français des affaires étrangères, Monsieur Jean Yves Le Drian, qualifia de « compromis à l'africaine ». L'espoir était que Mr. Felix Tshisekedi, issu du groupe des opposants farouches à Kabila, mettrait bien d'efforts à « déboulonner » progressivement le système décrié mis en place par le régime de ce dernier.
7. Pourtant, non seulement les espoirs investis en sa personne de changer la gouvernance ne se sont pas concrétisés, mais surtout, des signaux inquiétants indiquent la volonté de Mr. Félix Tshisekedi de s'accrocher au pouvoir en viciant le processus électoral. En effet, s'il a réussi à renverser le rapport de force vis-à-vis de Kabila en 2021 par la recomposition de la majorité parlementaire, à travers un processus tout aussi vicié que celui de son accession à la présidence mais dont le résultat a été accepté pour les mêmes raisons que précédemment, le Président Tshisekedi n'a réussi, quelques mois après son contrôle effectif des pouvoirs d'État, qu'à reconstituer autant en hommes qu'en pratiques de gouvernance le système de Kabila tant combattu par le peuple congolais.
8. Les forces politiques de l'opposition et bon nombre d'individus parmi la population

congolaise interpellent depuis plusieurs mois le Président Tshisekedi sur les dérives de son régime, qu'elles dénoncent en outre comme étant caractérisées notoirement par la défiance du peuple et la consécration du tribalisme. Ceci sans compter qu'en plus de l'absence totale des résultats en matières socio-économiques, il y a accroissement sans pareil des détournements des ressources au plus haut sommet de l'État et un enrichissement rapide et injustifié d'une petite minorité.

9. Face aux dérives de la gouvernance de Tshisekedi, la communauté internationale se révèle incohérente en maintenant et parfois en renforçant son soutien à celui-ci, alors qu'elle a ardemment combattu Kabila aux côtés du peuple congolais pour les mêmes raisons.
10. Le **Programme « Élections R.D. Congo – 2023 » de la société civile congolaise**, initié par le GREPACEC et le CARSOC, cherche à promouvoir les conditions d'une grande mobilisation nationale et internationale en faveur des élections crédibles en 2023, de la bonne gouvernance et de la construction de la démocratie en RDC.



## II. OBJECTIFS ET JUSTIFICATIONS

11. Le **Programme «Élections R.D. Congo – 2023» de la société civile Congolaise** se décompose en différentes stratégies visant la réalisation de deux principaux objectifs, à savoir :

a. Mobiliser la communauté internationale pour promouvoir des élections crédibles en RDC

en 2023, la bonne gouvernance et la démocratie.

b. Mobiliser la société congolaise pour changer la classe politique à travers les élections de 2023 et contraindre à la performance les élus en matière de gouvernance, de démocratie et de développement socio-économique.

Ce programme est destiné à mobiliser différentes ressources (humaines, matérielles, techniques et financières) au niveau international, national et local pour réaliser les divers objectifs intermédiaires concourant à la réalisation de ce double objectif, en l'occurrence :

- i. Plaider la cause des élections crédibles, de la bonne gouvernance et de la démocratie ainsi que du changement de la classe politique en R.D.C.
- ii. Créer une masse critique d'acteurs sociaux et politiques congolais autour de l'objectif du changement de la classe politique à travers les élections de 2023.
- iii. Contribuer aux efforts pour l'émergence d'une candidature commune à la présidence de la république aux élections de 2023, qui s'inscrivent dans la logique du changement de la classe politique.
- iv. Contribuer aux efforts pour la promotion des candidatures de proximité aux élections à tous les niveaux pour faciliter la redevabilité des élus à leurs localités et

pour limiter l'élection des politiciens de carrière qui se sont compromis durant leurs mandats passés.

- v. Contribuer aux efforts pour la mise en place dès à présent des mécanismes de surveillance du processus électoral, de compilation parallèle des résultats ainsi que de contestation sans faille de toute tentative de fraude aux élections de 2023.
- vi. Renforcer les capacités de la société civile et faire émerger les organisations locales de base comme le socle de la construction d'une société civile dynamique, engagée et militante capable de contrôler les futurs élus et les contraindre à la performance.



### **I.1. Mobiliser la communauté internationale pour promouvoir des élections crédibles en RDC en 2023, la bonne gouvernance et la démocratie.**

- 12. Pourquoi est-ce important ce premier objectif du **Programme «Élections R.D. Congo – 2023» de la société civile congolaise** ? La réponse tient en trois points.
- 13. Il s'agit d'abord d'apporter de l'information exacte sur la gouvernance de Félix Tshisekedi à la communauté internationale pour contrer, d'une part, l'effet auprès des gouvernements occidentaux de ses 120 voyages internationaux d'auto-promotion réalisés entre 2019 et 2021 en saignant les maigres finances publiques (environs 50 millions de dollars US dépensés). D'autre part, contrer l'effet de l'absence d'information ou de l'information apparemment manipulée sur la vraie nature du régime en place à Kinshasa depuis 2019.



14. Ensuite, et contrairement aux pratiques courantes de quelques politiciens congolais, il s'agit de ne plus limiter l'action de plaidoyer (lobbying) auprès de la communauté internationale seulement aux gouvernements des pays ciblés. Il faut élargir le plaidoyer auprès de la société civile et des élus afin d'accroître la pression sur leurs gouvernants.
15. Enfin, il faut enlever la responsabilité du plaidoyer (lobbying) auprès de la communauté internationale aux politiciens de l'opposition congolaise, largement discrédités aux yeux des gouvernants occidentaux qui les voient désormais comme pareils à ceux au pouvoir qu'ils critiquent. En effet, l'échec de la candidature commune de cette opposition aux

présidentielles de 2018 après une forte médiation de quelques acteurs internationaux, la « corruption » des opposants affirmés (Kamerhe et Tshisekedi) par le pouvoir de Kabila pour voler la victoire d'un autre opposant (Fayulu) à la présidence de la république, la gouvernance de Tshisekedi qui n'a rien à envier à celle du régime de Kabila qu'il a pourtant farouchement combattue, tout cela aura laissé des traces comme quoi tous les politiciens congolais s'équivalent. Dans un tel contexte, il est donc important qu'une autre élite congolaise, sans visées politiques ni appartenance politique affirmée, se mette à la tâche pour plaider au niveau international la cause des élections crédibles en 2023, de la bonne gouvernance et de la démocratie en RDC.

## **I.2. Mobiliser la société congolaise pour changer la classe politique à travers les élections de 2023 et contraindre les élus à la performance.**

16. Pourquoi ce deuxième objectif du **Programme « Élections R.D. Congo – 2023 » de la société civile Congolaise** est-il important?
17. Premièrement, parce que même si les élections crédibles sont une fin en soi dont la cause mérite d'être plaidée, s'il faut mobiliser la communauté internationale qui semble avoir déchanté face aux politiciens congolais, il faudra lui montrer en même temps des stratégies d'accompagnement à déployer, d'un côté, pour empêcher que ces

élections ne produisent les mêmes types d'acteurs décriés et, de l'autre côté, pour renforcer la société civile à court et moyen terme afin qu'elle demeure activement militante dans la défense des causes communes majeures indépendamment des politiciens élus, plutôt que d'entrer en léthargie à la suite des accointances de toutes sortes avec ceux-ci (corruption morale ou matérielle des forces sociales) telles que constatées après les élections de 2018.

18. Deuxièmement, parce qu'il faut changer la classe politique actuelle au niveau national et provincial dont la médiocrité est désormais largement décriée.

19. Des stratégies de renouvellement de la classe politique permettront de faire travailler ensemble des personnalités civiles et politiques congolaises, dont les comportements et les discours témoignent d'une grande constance dans la défense des pratiques démocratiques et de bonne gouvernance, pour la conquête de la magistrature suprême. Il s'agira également d'essayer de susciter une telle ambition chez certaines grandes personnalités morales du pays en les mettant face à leurs responsabilités historiques de s'engager activement pour sauver la nation du péril plutôt que de demeurer dans une posture de critiques ou donneurs de leçons. A défaut d'ambitions présidentielles, ces personnalités s'acquittent de cette responsabilité en assurant la coordination nécessaire qui facilite

la coopération entre les acteurs politiques militant pour le changement.



20. Parallèlement, des stratégies particulières sont à mettre en œuvre pour la conquête des majorités dans les assemblées à tous les niveaux (national, provincial et local) par des candidats de proximité et de qualité pour travailler avec le nouveau leadership national à l'issue des élections de 2023.

21. Il va sans dire qu'un dispositif stratégique de surveillance tous azimut des élections, de compilation citoyenne systématique des résultats des votes et de mobilisation collective contestataire en cas de besoin est essentiel pour empêcher la reproduction du hold-up électoral de 2018.

22. En amont de toutes ces stratégies, il y a néanmoins celles devant permettre de générer le plus tôt possible un mouvement social à l'échelle nationale en faveur du changement de la classe politique congolaise. Ce mouvement travaillera à

forcer le renouvellement du personnel politique à tous les niveaux (local, provincial, national) et la transformation des mœurs politiques des élus, anciens et nouveaux.

23. Pour plus de détails : [www.changecongo.org](http://www.changecongo.org)